

BULLETIN D'INFORMATION

LA FLORIDE INTERDIT LES "CARTES D'IDENTITÉ" POUR LES IMMIGRANTS. LES PARTISANS DU PROJET DE LOI AFFIRMENT QUE LES TAUX DE CRIMINALITÉ AUGMENTENT... TANDIS QUE LES OPPOSANTS DISENT QUE CELA "DÉSHUMANISE LES IMMIGRANTS".

La Chambre des représentants de Floride a adopté une législation interdisant aux immigrants sans papiers d'obtenir quelque forme d'identification que ce soit dans l'État.

La législation a été introduite pour lutter contre les programmes d'identification communautaire, qui permettaient aux immigrants d'obtenir une forme d'identification qu'ils pouvaient utiliser avec les autorités policières et postuler pour des emplois gouvernementaux.

Les opposants à l'immigration soutiennent que les cartes d'identité servent de magnét pour attirer ceux qui se trouvent illégalement dans le pays, ce qu'ils estiment entraînera une augmentation des taux de criminalité, en liant la présence des immigrants sans papiers à une hausse des taux de meurtre.

Le représentant républicain Jeff Holcomb, l'un des parrains du projet de loi, voit l'admission d'immigrants illégaux dans certaines comtés américains comme faisant partie d'un jeu politique, augmentant le soutien des électeurs pour le gouvernement dans certaines zones.

Les critiques du projet de loi soutiennent que limiter la reconnaissance des cartes d'identité communautaires envoie un message d'exclusion et de méfiance, créant un environnement de ségrégation des immigrants qui rendra les résidents de Floride moins sûrs.

La Floride avait adopté un ensemble complet de mesures contre les immigrants l'année dernière, et la loi sur les cartes d'identité est une continuation de ces efforts, dépouillant les immigrants en Floride de leur humanité malgré leurs racines dans le pays dans son ensemble.



77 LÉGISLATEURS DÉMOCRATES CRITIQUENT LA POLITIQUE DE "FRONTIÈRES OUVERTES" DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN

77 législateurs démocrates ont critiqué les politiques de frontières ouvertes du président Joe Biden en lui envoyant une lettre. La lettre a critiqué l'afflux d'immigrants dans les villes américaines, surtout étant donné les difficultés auxquelles ces villes sont confrontées pour équilibrer leurs budgets. Ils soutiennent qu'ils ne peuvent pas continuer à fournir les mêmes services à leurs citoyens légitimes tout en dépensant des sommes importantes pour soutenir les immigrants illégaux.

Les législateurs ont critiqué la dépense de l'argent des contribuables pour payer des factures et des cartes de débit pour les immigrants illégaux, citant une augmentation de 700% du financement par Biden pour les centres de traitement, les vols et les bus pour transporter les immigrants illégaux. De plus, l'ordonnance exécutive de Biden mettant fin à toutes les sanctions pour ceux qui entrent clandestinement dans le pays a été condamnée.

De plus, les législateurs ont désapprouvé l'utilisation par Biden du terme "migration irrégulière" au lieu d'"immigration illégale" et ont critiqué la libération des immigrants illégaux détenus après avoir fourni leurs empreintes digitales, leur accordant ainsi le droit de se déplacer librement.

Dans leur lettre, les législateurs ont accusé Biden de redistribuer la richesse des contribuables aux frontières ouvertes, avec plus de 140 millions de dollars dépensés jusqu'à présent, alors que les Américains sont confrontés à des salles de classe surpeuplées, à des pénuries de logements et à une violence croissante.

Par exemple, New York dépensait 8 millions de dollars par jour pour prendre soin des immigrants, y compris le logement d'environ 3 000 familles dans des hôtels pour des centaines de dollars par nuit. De même, des villes du Massachusetts comme Boston et Cambridge ont annoncé des millions de dollars de dépenses pour étendre les systèmes d'abris pour loger des immigrants illégaux.

Le maire de New York, Eric Adams, s'est plaint que la ville était "détruite par la crise des immigrants", blâmant Biden pour "trahir" la ville et demandant une assistance fédérale pour couvrir les coûts de cette crise.

De plus, les douanes et la protection des frontières des États-Unis ont annoncé l'arrestation de 1 142 étrangers illégaux condamnés pour agression, voies de fait ou violence domestique, ainsi que 1 614 condamnés pour conduite en état d'ivresse et 2 239 condamnés pour possession et trafic de drogue. De plus, les douanes et la protection des frontières ont arrêté 62 étrangers illégaux condamnés pour meurtre et homicide involontaire, et 365 condamnés pour crimes sexuels et traite des êtres humains.



TRUMP SE MOQUE DES IMMIGRANTS



Pendant ses tournées de campagne, le candidat à la présidence américaine Donald Trump a visité le Texas, un État connu pour son hostilité envers l'immigration illégale. Trump a inspecté la construction en cours du mur frontalier entre les États-Unis et le Mexique, où un certain nombre d'immigrants étaient présents du côté mexicain lors de sa visite, scandant son nom.

Malgré les critiques de Trump à l'égard de la politique d'immigration du président Joe Biden et ses accusations d'augmentation du nombre d'immigrants illégaux, Trump a commencé à faire des gestes aux immigrants, se moquant d'eux, et a dit à l'un de ses compagnons : "Ils adorent Trump... pouvez-vous le croire ?"

Dans un contexte connexe, un juge à Austin, au Texas, a rejeté une nouvelle loi pour la police du Texas qui leur permettait d'arrêter des individus soupçonnés de franchir illégalement la frontière entre les États-Unis et le Mexique. La loi devait être mise en œuvre au Texas, mais il existe encore un litige juridique en cours entre le gouvernement fédéral et les organisations de défense de l'immigration contre l'État du Texas.

Le juge a écrit dans sa décision : "Le différend avec le département de l'immigration du gouvernement fédéral ne justifie pas les violations... et je n'ai pas vu d'invasion militaire ou d'état de guerre vécu par l'État du Texas."

Un journaliste d'investigation britannique a découvert des plans russes visant à contrôler le flux de migrants vers l'Europe. La Russie aurait recours à des milices libyennes pour contrôler la migration, suscitant des inquiétudes quant à sa manipulation des élections européennes.



Le journal britannique "Telegraph" a révélé avoir obtenu des documents de renseignement détaillant les plans russes visant à établir une "force de police frontalière forte de 15 000 hommes", composée d'anciennes milices en Libye, pour contrôler le flux de migrants vers l'Europe.

L'enquête confirme que si la Russie parvenait à prendre le contrôle des frontières européennes, elle pourrait potentiellement ouvrir les vannes à un grand nombre de migrants vers les pays européens et influencer efficacement les élections en restreignant ou en inondant des zones spécifiques de migrants pour influencer l'opinion publique à des moments cruciaux.

L'enquête souligne l'importance de divulguer des documents de renseignement russes à un moment où la question de la migration est considérée comme un enjeu clé en Angleterre, en France et en Italie.

Elle souligne que l'incapacité du Royaume-Uni à contrôler l'afflux de migrants illégaux constitue une faiblesse significative pour le gouvernement, tandis qu'il y a des soupçons que le président russe Vladimir Poutine pourrait exploiter la période estivale pour augmenter les flux migratoires, comme le confirme l'Agence européenne des frontières "Frontex", qui voit la Russie utiliser la migration comme un outil dans un jeu d'influence et de pression plus large.

L'agence a averti que le choix de Poutine de déplacer des migrants aux portes de l'Europe, que ce soit le long des frontières orientales de la Russie ou par l'intermédiaire de proxies dans le sud, y compris en Afrique, constitue une menace de sécurité significative en 2024.

Le journalisme d'investigation révèle que le groupe militaire privé russe "Wagner" alimente la migration vers l'Europe en augmentant l'instabilité et la violence dans certaines parties de l'Afrique sous leur contrôle et en transportant physiquement des migrants aux frontières et en soutenant les passeurs.

Le vice-premier ministre italien, Antonio Tajani, a accusé le groupe russe Wagner d'être responsable de l'augmentation du nombre de migrants traversant la mer Méditerranée.

L'ANGLETERRE ENQUÊTE SUR LA NOYADE D'UNE JEUNE FILLE LORS D'UN VOYAGE DE MIGRATION ILLÉGALE.

Une fille de sept ans s'est noyée lors d'un voyage de migration illégale de la France vers l'Angleterre à travers la Manche, après quatre jours de tentatives pour traverser la Manche. L'Angleterre enquête actuellement sur l'affaire, les organisateurs du voyage étant accusés d'homicide involontaire, de blessures involontaires et de formation d'un gang criminel aidant à l'entrée de migrants illégaux, mettant ainsi leur vie en danger.

Le bateau, transportant 16 migrants dont 10 enfants âgés de 7 à 13 ans, a chaviré après 30 kilomètres au large des côtes, entraînant tous les passagers dans l'eau. À la suite d'un appel d'un passant, les équipes de secours se sont précipitées sur les lieux, mais la fille est décédée peu de temps après son arrivée à l'hôpital. Elle était accompagnée de ses parents et de trois frères et sœurs.

Des associations de défense des droits de l'homme ont accusé les politiques frontalières de tuer les migrants. Il convient de noter que l'incident de noyade de la fille est le troisième incident en 2024 dans la Manche, un homme turc de 22 ans étant décédé et deux autres migrants portés disparus. En 2023, 12 migrants sont morts en tentant de traverser la Manche, tandis que 29 437 migrants sont arrivés illégalement sur les côtes anglaises, contre 45 774 migrants en 2022.



L'ANNÉE LA PLUS MEURTRIÈRE EN MÉDITERRANÉE CENTRALE DEPUIS 2017 A ÉTÉ 2023

Le ministère de l'Intérieur saoudien a appréhendé 14 955 contrevenants aux réglementations sur la résidence, le travail et la sécurité aux frontières en l'espace d'une semaine, plus précisément du 22 au 28 février de l'année dernière. Parmi eux, 9 080 ont été trouvés en violation des lois sur la résidence, 3 088 pour des violations de la sécurité aux frontières et 2 787 pour des violations des lois sur le travail. Les forces de sécurité ont également réussi à intercepter 849 personnes tentant de franchir illégalement les frontières, la plupart étant de nationalités yéménite et éthiopienne.

Le ministère de l'Intérieur a souligné dans un communiqué l'application de sanctions strictes, notamment l'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans, des amendes pouvant atteindre un million de rials saoudiens, et la confiscation des moyens de transport et des logements utilisés à des fins d'hébergement, dans le but de dissuader toute infraction et de maintenir l'ordre public. Le ministère a exhorté les citoyens et les résidents à signaler toute violation, soulignant l'importance de la coopération entre les autorités et la communauté pour préserver la sécurité et l'ordre. Le ministère de l'Intérieur saoudien a appréhendé 14 955 contrevenants aux réglementations sur la résidence, le travail et la sécurité aux frontières en l'espace d'une semaine, plus précisément du 22 au 28 février de l'année dernière. Parmi eux, 9 080 ont été trouvés en violation des lois sur la résidence, 3 088 pour des violations de la sécurité aux frontières et 2 787 pour des violations des lois sur le travail. Les forces de sécurité ont également réussi à intercepter 849 personnes tentant de franchir illégalement les frontières, la plupart étant de nationalités yéménite et éthiopienne.

Le ministère de l'Intérieur a souligné dans un communiqué l'application de sanctions strictes, notamment l'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans, des amendes pouvant atteindre un million de rials saoudiens, et la confiscation des moyens de transport et des logements utilisés à des fins d'hébergement, dans le but de dissuader toute infraction et de maintenir l'ordre public. Le ministère a exhorté les citoyens et les résidents à signaler toute violation, soulignant l'importance de la coopération entre les autorités et la communauté pour préserver la sécurité et l'ordre.



قبل رمضان الأمن السعودي يعلن القبض على أكثر من 14 ألف وافد مخالف ويشدد حملاته هذا الأسبوع على هذه المناطق إنبنة تراهم شادين الشرطة

UNE INSTITUTION ALLEMANDE ACCUSE LA GARDE CÔTIÈRE LIBYENNE DE L'EMPÊCHER DE SECOURIR DES MIGRANTS EN MER MÉDITERRANÉE.



L'organisation caritative allemande "Sea-Eye" a accusé la garde côtière libyenne d'avoir menacé les membres de son équipage lors de leur tentative de secours de migrants en mer Méditerranée, entraînant la noyade d'au moins un migrant.

L'organisation a déclaré que la garde côtière libyenne avait fait usage de violence et avait tiré des balles réelles dans l'eau en direction de l'équipage. De nombreux migrants qui étaient à bord de trois embarcations non sécurisées en route vers l'Europe ont été contraints de sauter dans l'eau. Alors que le navire "Humanity 1" a réussi à secourir 77 migrants, de nombreux autres ont été contraints de monter à bord d'un bateau appartenant à la garde côtière libyenne, entraînant la séparation de six individus de leur famille.

Sea-Eye a mentionné qu'au moins un migrant s'est noyé à la suite des actions de la garde côtière libyenne, qui ont menacé les membres de l'équipage des navires de recherche et de sauvetage et mis en danger la vie des personnes ayant besoin de protection, constituant ainsi une violation flagrante du droit international. Il convient de noter que l'Union européenne finance la garde côtière libyenne depuis 2015 dans le cadre des efforts visant à endiguer le flux de migrants fuyant le pays d'Afrique du Nord vers les côtes italiennes.

Selon le "Projet des Migrants Disparus", un projet de l'Organisation internationale pour les migrations, au moins 962 migrants ont perdu la vie et 1 563 autres ont disparu au large des côtes libyennes en 2023. Environ 17 200 migrants ont été interceptés et renvoyés en Libye, où ils ont été détenus dans des centres de détention gérés par le gouvernement.

Expulsion de 144 migrants irréguliers de la Libye vers le Bangladesh.

L'Organisation internationale pour les migrations a annoncé la déportation de 144 migrants irréguliers de la Libye vers le Bangladesh, dans le cadre du programme de retour volontaire parrainé par les Nations unies.

L'Organisation internationale a déclaré que les migrants ont été déportés de Benghazi à Dhaka avec le soutien du programme d'assistance humanitaire au retour volontaire exploité par l'Organisation internationale pour les migrations en Libye.

L'organisation a noté que les rapatriés "continueront de recevoir une assistance pour la réintégration à leur retour à Dhaka."

Cette année, l'organisation a rapatrié plus de 9 300 migrants dans leur pays d'origine grâce au programme "Vols de retour humanitaire volontaire", qui vise à réduire la migration irrégulière.

Une étude au Bangladesh a révélé qu'au moins 70 000 personnes de ce pays asiatique sont arrivées en Europe après être entrées en Libye au cours des 14 dernières années.

Abdul Monem Al-Hurr, le chef de l'Organisation nationale des droits de l'homme en Libye, estime que les vols de retour volontaire ne sont effectués que pour les détenus dans les centres officiels. La Libye compte 29 centres de détention gérés par les autorités, avec des chiffres fluctuants de migrants appréhendés et déportés quotidiennement. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estime le nombre total de migrants en Libye à environ 700 000, dont 51 700 ont atteint les côtes italiennes depuis la Libye seule.



UNE ENQUÊTE JOURNALISTIQUE RÉVÈLE LES CHIFFRES DES MIGRANTS IRRÉGULIERS EN PROVENANCE D'ÉGYPTE VERS L'UNION EUROPÉENNE SUR CINQ ANS.

38 000 MIGRANTS SONT ARRIVÉS EN ITALIE DEPUIS 2019, AVEC LE DÉCÈS CONFIRMÉ DE 280 ÉGYPTIENS TRAVERSANT LA MER MÉDITERRANÉE.

Le journal égyptien "Al-Masry Al-Youm" a publié un rapport d'investigation intitulé "Le Pari du Départ : La Jeunesse Égyptienne Entre Noyades et Paradis Européen", révélant les chiffres des migrants égyptiens irréguliers de 2019 jusqu'à juillet 2023.

L'enquête constitue la première base de données sur la migration irrégulière en Égypte, construite à partir de données en libre accès de Facebook, de l'archive de "Migrant News", des rapports semi-mensuels du ministère italien de l'Intérieur sur les débarquements de migrants, des matrices de déplacement vers la Libye, des rapports des ministères de l'Intérieur et de la Migration à Malte, en Grèce et à Chypre, ainsi que des rapports de l'Organisation internationale pour les migrations, du projet des Migrants Disparus, de la Croix-Rouge, de Médecins Sans Frontières, et de l'Agence européenne des frontières "Frontex".

L'enquête a documenté l'arrivée de 37 948 Égyptiens en Italie seule via la route centrale de la Méditerranée de 2019 à juillet 2023, avec la confirmation du décès de 280 Égyptiens au cours de la même période.

À partir du suivi des chiffres des migrants égyptiens vers la Libye, des interceptions et des retours en mer, l'enquête a continué avec la communication avec le navire Geo Barents responsable du sauvetage en mer des personnes en détresse, qui a confirmé la présence d'Égyptiens dans les incidents de noyade. Elle a également suivi les mouvements de débarquement semi-mensuels en Italie enregistrés par le ministère italien de l'Intérieur, le considérant comme un pays de destination pour les Égyptiens.

Étant donné que la route centrale de la Méditerranée se termine en Grèce, à Chypre, à Malte et en Italie, l'enquête a observé l'afflux d'Égyptiens sur la base de sources officielles, des demandes d'asile qu'ils ont soumises et de ce qui a été accepté ou rejeté au cours de l'année 2023.

Le rapport a conclu en documentant le nombre de décès d'Égyptiens enregistrés dans le Projet des Migrants Disparus, en le comparant avec les nombres de disparus et de décès non identifiés, les reliant aux décès enregistrés lors de l'incident du naufrage au large des côtes grecques en juin 2023.

L'enquête s'est conclue en présentant un plan de traitement du point de vue du gouvernement égyptien et des solutions internationales nécessaires pour lutter contre la migration irrégulière et réduire les décès le long de la route la plus dangereuse pour la migration irrégulière dans le monde.



L'UNIVERSITÉ DE KAFR EL-SHEIKH ABORDE LA QUESTION DE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE AVEC UNE "CARAVANE MÉDICALE".

L'Université de Kafr El-Sheikh a organisé une campagne pour lutter contre la migration irrégulière, en plus d'une caravane médicale complète dans les villages de l'île verte et d'Al-Azabah, relevant du centre de Metoubes, sous le patronage du président Abdel Fattah El-Sisi, président de la République, et sous la supervision du Dr Abdel Razek Desouki, président de l'Université de Kafr El-Sheikh, et du Dr Amani Shaker, vice-président de l'Université pour les services communautaires et le développement environnemental.

Cela s'inscrit dans le cadre de l'initiative présidentielle "Vie Décence" pour le développement de la campagne égyptienne, en collaboration avec la Fondation Vie Décence, le Fonds de lutte contre et de traitement de la toxicomanie à Kafr El-Sheikh, et en continuité avec la série de caravanes lancées par l'université dans les villages à travers la province.

Cette initiative s'aligne sur le rôle de l'université dans la contribution à la mise en œuvre du plan de l'État et des directives de la direction politique visant à former des générations capables de suivre les pas sérieux de l'État égyptien dans la construction de l'État moderne et à contribuer à la réalisation de ses objectifs conformément à la vision 2030. Elle reflète également la croyance de l'université en son rôle au service de la communauté au sein des villages de la province de Kafr El-Sheikh dans le cadre de l'initiative présidentielle.

La caravane médicale a connu un grand afflux de la part des habitants, où des examens médicaux ont été effectués sur 1045 cas des résidents du village de l'île verte et des villages voisins. De plus, des séminaires informatifs ont été organisés dans le village abordant la question de la migration irrégulière et les dommages causés à la communauté en raison de ce phénomène négatif. Des ateliers ont également été organisés pour développer les industries artisanales telles que le travail du cuir, l'impression textile, la production de bijoux et d'accessoires, offrant une formation et une introduction aux types de tissus et aux techniques utilisées dans la fabrication de vêtements. En outre, un atelier a été organisé sur le développement de la richesse piscicole, visant à comprendre l'élevage de poissons, les composants principaux, la nutrition, les éléments nutritionnels nécessaires pour les poissons cultivés, les différentes méthodes d'alimentation et les facteurs qui les affectent.



LA LIBYE A RAPATRIÉ 10 000 MIGRANTS IRRÉGULIERS EN 2023.



Le ministre de l'Intérieur du gouvernement d'unité nationale, Imad Al-Tarabulsi, a déclaré que la Libye a rapatrié 10 069 migrants irréguliers l'année dernière en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), exprimant l'espoir que ce nombre doublerait au cours de l'année en cours. Il a révélé l'octroi de permis de séjour à environ 400 000 travailleurs étrangers de différentes nationalités, notant que les marchés du travail en Libye manquent d'organisation, d'où la formation d'un comité des ministères de l'intérieur et du travail pour les régler. Il a ajouté : "Nous n'autorisons personne à entrer en Libye sans procédures légales." Il a en outre déclaré : "Nous traitons la question de la migration avec attention et prudence, lançant des campagnes de sécurité pour lutter contre les réseaux de trafic d'êtres humains et activant des tours de surveillance électronique pour sécuriser les frontières. Nous appelons au développement des performances des gardes-frontières et à la lutte contre les agences de migration illégale de manière à respecter les droits de l'homme." Il a souligné que la Libye a besoin de soutien pour mettre en œuvre sa vision de sécuriser les frontières et de surveiller les routes de migration, tout en continuant à faciliter le retour volontaire de ceux qui le souhaitent en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations.

Le ministère du Travail lance un programme de sensibilisation sur les risques de la migration illégale.

La Direction du Travail du gouvernorat du Caire, à travers le bureau de Marg, a organisé un séminaire éducatif pour discuter des dispositions de la Loi sur le Travail n° 12 de 2003, du travail des femmes et de l'égalité des sexes, de la loi sur les droits des personnes handicapées, de la Loi n° 64 de 2010 pour lutter contre la traite des êtres humains, ainsi que des dispositions de la loi sur l'enfance et la discussion de la Décision n° 215 de 2021, définissant les professions interdites pour le travail des enfants, tenu dans les locaux de l'Institut Abdullah Rifa'i Al-Azhar.

Le séminaire a couvert une explication des textes de la loi du travail, ainsi que des droits et des devoirs des travailleurs et des employeurs, des dispositions et des articles de la loi sur l'enfance, ainsi que de la Décision n° 215 de 2021, définissant l'âge approprié pour le travail des enfants, les professions interdites qui mettent en danger la vie des enfants, et les risques de la migration illégale.

Ahmed Azaz, Directeur de la Direction du Travail du Caire, a déclaré que ce séminaire intervient dans le cadre des directives du Ministre du Travail, Hassan Shehata, aux directions du travail dans les gouvernorats pour intensifier les campagnes de sensibilisation sur les dispositions de la loi du travail, les droits et les devoirs, les risques du travail des enfants et de la migration illégale, visant à renforcer les relations de travail entre les travailleurs et les employeurs pour fournir un environnement de travail sûr et stable qui augmente la productivité et stimule l'économie nationale.

